

FIN DE L'ABONDANCE ? PAS POUR LES RICHES

Nourriture, électricité, essence, transports, logement, gaz, fournitures scolaires, abonnements divers : pas un jour ne passe sans que nous voyons les prix flamber. Bien sûr, la guerre en Ukraine a un impact. Mais elle ne doit pas cacher le problème de fond : ce n'est pas la crise pour tout le monde. Les milliardaires et les millionnaires ne se sont jamais autant enrichis en France que ces dernières années (44,3 milliards d'euros versés au 2ème trimestre). Les versements des dividendes des grandes entreprises pour les actionnaires n'ont jamais été aussi importants. Pire, certaines entreprises en profitent pour augmenter artificiellement les prix : après les profiteurs de guerres, revoici les spéculateurs sur l'inflation ... toujours sur notre dos.

Face à cela, le gouvernement ne fait quasiment rien : des mesurottes et rien de précis concernant les superprofits. Pour l'heure, il faudrait se contenter de la "charité" de Total sur l'essence. Il appelle aussi à la fin de l'abondance alors que le SMIC à 1 300 euros ne permet pas de vivre dignement, et que l'inflation augmente plus vite que les salaires des travailleur-ses y compris des agent-es publics. L'Etat est bien le premier à ne pas montrer l'exemple et ose nous parler de "fin de l'abondance".

Et du côté des patrons et des entreprises qui ont touché des dizaines de milliards d'aides et d'allègement de cotisations sociales (au détriment de notre protection sociale), ce sont des larmes de crocodiles : il ne faudrait surtout pas augmenter les salaires, au risque de remettre en cause la sacro-sainte compétitivité et surtout leurs bénéfices. Car s'ils ne peuvent vous augmenter c'est pour défendre leurs intérêts : la vente de gros SUV, de résidences secondaires avec piscines et les voyages en jets privés augmentent en flèche... **Ce sont les mêmes qui accélèrent la crise climatique.** Cet été nous l'a encore montré avec les canicules, feux de forêts et inondations : il y a urgence écologique. Avec l'urgence sociale, c'est le capitalisme le point commun.

Nous n'aurons rien en attendant ou en demandant gentiment. Nous ne gagnerons que ce que nous prendrons par notre action collective. Des mobilisations existent dans certaines entreprises, dans des administrations, dans des secteurs professionnels. Le problème est global. C'est pourquoi, pour gagner des augmentations de salaires, de pensions, d'allocations chômage, de bourses, de minimas sociaux, nous appelons avec la CGT et la FSU à converger sur la

GRÈVE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE JEUDI 29 SEPTEMBRE

Nous savons qu'une journée ne sera pas suffisante. Mais il faut un point de départ ! Si nous agissons toutes et tous ensemble, nous avons les moyens d'imposer un autre partage des richesses.

Union
syndicale
Solidaires



Solidaires a des mesures d'urgence

+400 euros pour toutes et toutes

Le SMIC à 1700 Euros NET

**Pas de pensions, allocation
chômage ou minima social
en dessous du SMIC**

**Egalités des salaires
femmes/hommes**

**Revalorisation du point d'indice
des fonctionnaires**

**Echelle des salaires de 1 à 5
au maximum**

Gratuité des transports en communs

**Pour les financer on prend sur la
fraude et l'exil fiscal, les
dividendes, les superprofits,
les fortunes des milliardaires et la
limitations des hauts revenus**